

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.  
 DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.  
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.  
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delzoy, Davies & Co, 1, Finch Street, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.  
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

# LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.  
 — Le numéro, ..... 15 centimes.  
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.  
 — Le numéro, ..... 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES : ..... 1 fr. 50 la ligne.  
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co  
 Place de la Bourse, 8  
 ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 11  
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

## APRÈS BOURSE

### QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0 .....	79 90	» 30 »
3 0/0 amortiss. ..	81 55	» 30 »
4 1/2 0/0 1883 ..	108 05	» 20 »
Cons. anglais ..	100 7/16	1/16 »
Italie .....	95 90	» 30 »
Flor. autric. (or) ..	88 3/8	» 30 »
Esp. Extér. nouv. ..	56 1/8	1/4 »
Egyptien 6 0/0 ..	318 75	1 25 »
Ch. Égyptiens ..	433 75	1 25 »
Turc 4 0/0 (nouv.) ..	14 10	» 05 »
Banque ottomane ..	493 25	5 »

PARIS, 9 NOVEMBRE

## DERNIÈRES NOUVELLES

### INTÉRIEUR

Le Journal officiel publiera, demain matin, les noms des deux nouveaux ministres en remplacement de MM. Pierre Legrand et Hervé Mangon. M. Brisson doit se rendre cette après-midi à l'Élysée pour conférer à ce sujet avec M. Jules Grévy. Il est à peu près certain que M. Loubet fera partie du ministère. On parle aussi de M. Gomot pour le portefeuille du commerce.

Les départs de troupes et de matériel continuent sans interruption pour le Tong-King, sur tous les points du littoral des troupes ont été concentrées pour être expédiées dans l'extrême-Orient.

Le *Tongkwa*, parti de Brest, vient de passer en vue de Parfa, sur les côtes d'Espagne, se rendant à Alger pour y compléter son chargement.

Quant au *Havre*, parti de Toulon il est arrivé à Alger pour y prendre un second détachement.

Une dépêche de Toulon annonce que l'*Annamite* part aujourd'hui pour Marseille prendre le 122 de ligne qu'il transporterait en Corse d'où il ramènerait le 141<sup>e</sup>.

On se rappelle que la chambre de commerce de Paris avait demandé la modification du projet relatif à la création à Paris d'une Bourse de marchandises : il s'agissait de diminuer la surimposition réclamée aux trois premières classes de patentes parisiennes pour faire face à la dépense de l'opération.

Nous apprenons que les commissions du conseil municipal de Paris chargées d'examiner cette demande l'ont rejetée.

Dans ces conditions, la création projetée, si impatiemment attendue par le commerce, nous semble indéfiniment ajournée.

Nantes, 8 novembre, soir.

Election d'un conseiller d'arrondissement :  
 M. Mathieu de Vienne, conservateur, ancien magistrat démissionnaire lors des élections, a été élu à Carquefou, sans concurrent.

### ÉLECTIONS MUNICIPALES

#### Premier arrondissement

Inscrits, 5,564. — Volants, 1,955  
 M. Lebrun, républicain, 1,664 voix, élu sans concurrent.

#### Cinquième arrondissement

Inscrits, 4,425. — Volants, 1,909  
 MM. Leret, rép., ..... 1,039 voix.  
 Lorois, conservateur, ..... 841  
 Ballottage.

### En Orient

Constantinople, 9 novembre.

On assure que, dans la Conférence de samedi, les plénipotentiaires se sont bornés à un échange de vues générales. Il aurait été question un instant de prendre le *statu quo* ante comme base des délibérations, mais, sur l'observation de quelques ambassadeurs, il a été reconnu préférable de ne pas circoscrire autant le débat.

On suppose cependant que le rétablissement du *statu quo ante* sortira des décisions de la Conférence. Quant aux mesures coercitives, il y a lieu de croire, par suite des réserves faites par quelques puissances, qu'elles ne seront pas soumises à l'examen des plénipotentiaires.

### EXTÉRIEUR

Londres, 9 novembre.

M. Gladstone est arrivé à Chester, se rendant à Edimbourg, où il va prononcer plusieurs discours devant ses électeurs. Répondant à une adresse du comité libéral de Chester, M. Gladstone a déclaré qu'il allait en Ecosse, non pas tant pour assurer sa propre réélection que pour recommander l'union du parti libéral.

Madrid, 9 novembre.

La *Correspondencia* assure qu'à la suite de l'assassinat du citoyen américain Helcombe, mis à mort par les insulaires, le gouvernement espagnol est décidé à faire acte de souveraineté à l'île de Yap. Les coupables seront sévèrement punis.

Rangoon, 9 novembre.

La réponse du roi Thibô à l'ultimatum anglais est, dit-on, conçue en termes peu favorables à la demande de l'Angleterre d'exercer un contrôle sur les relations étrangères de la Birmanie.

Le roi dit qu'il devra consulter préalablement les autres nations, et notamment l'Allemagne, la France et l'Italie. Les Anglais regardent cette réponse comme peu satisfaisante, et l'on dit que leurs troupes passeront la frontière aussitôt que possible. Quatre régiments embarqués sur des bateaux à vapeur, remontent déjà l'Iraoudi.

Copenhague, 8 novembre.

Hier soir, les électeurs de l'Union ouvrière et du parti de la droite ont offert un banquet à M. Estrup.

Tous les membres du cabinet y assistaient.

Le président du conseil a déclaré que le ministère voulait, comme la droite, main-

tenir une royauté constitutionnelle, un roi libre régnant sur un peuple libre.  
 M. Estrup a ajouté qu'il espérait que le conflit actuel cesserait bientôt et que l'on arriverait à une entente sur les grands travaux de la présente législature.

Bruxelles, 8 novembre.

Le bourgmestre de Bruges a informé le conseil communal que le gouvernement belge avait adopté le projet provisoire de faire de Bruges un port de mer.

## INFORMATIONS

Il est de nouveau question, et cette fois très sérieusement, du rappel du général de Courcy, commandant en chef dans l'Annam et au Tong-King.

Ce rappel concidera, nous assure-t-on, avec le revirement complet que le gouvernement compte effectuer dans ce que l'on est convenu d'appeler « la politique coloniale ».

Ce rappel, ajoutons-le, est d'ailleurs conforme au désir formellement exprimé par le général de Courcy, qui n'est pas d'accord sur beaucoup de points avec le gouvernement au sujet de l'attitude à prendre vis-à-vis de l'Annam.

Qui sera envoyé au Tong-King? Probablement un commissaire civil.

Ce sera la huitième plénipotentiaire envoyé dans ces parages. Nous avons vu, en effet, successivement défiler à Hanoi ou à Hué le commandant Rivière, le docteur Harmand, le vice-amiral Courbet, le général Millot, le général Brière de l'Isle, M. Lemaire et le général de Courcy.

Quelle suite dans les idées! Quel plan d'ensemble!

L'une des dépenses les plus considérables du ministère des affaires étrangères est aujourd'hui celle des dépenses télégraphiques. Pour ne citer qu'un exemple, on nous assure que pendant les mois de mai et de juin derniers, les dépenses expédiées ou reçues par le quai d'Orsay, au sujet des affaires du Tong-King et de la Chine, ont nécessité un crédit de près de 150,000 fr.

Pour atténuer cette énorme dépense, le ministère des affaires étrangères a fait étudier un projet pour la simplification du chiffre servant à la transmission des dépêches.

Les premiers épreuves faites pour l'essai d'un nouveau chiffre ont pleinement réussi, et grâce à la simplification adoptée, le ministère des affaires étrangères pourra économiser près d'un tiers du crédit annuellement inscrit à son budget.

On lit dans le *Figaro* :

Les comités de la rue des Pyramides et de la rue d'Anjou viennent de décider qu'ils prendraient part à la nouvelle lutte qui vont entraîner les options des élus de Paris.

Il y aura, dans la Seine, six distelléments. Aux prochaines élections, les candidats des conservateurs seront MM. Hervé, Haussmann, Keller, D. Cochon, Calia et Dalloz. Enfin, si M. Keller, élu dans le Haut-Rhin, se décidait à opter pour Belfort, le sixième candidat serait M. Marius Martin. Mais rien n'est encore décidé à ce sujet.

Nous sommes autorisé à déclarer que le comité de la rue d'Anjou n'a encore pris aucune résolution.

## L'INQUIÉTUDE RÉPUBLICAINE

Ainsi, à l'an prochain les affaires sérieuses. Telle est la résolution de M. Brisson, qui se sent ou se sait appuyé dans cette circonstance par les chefs des groupes de gauche.

En un mot, comme nous le disions hier, les républicains se préparent à ne rien faire.

Ils savent que le pays est très mécontent de la politique qu'on leur a dit depuis quelques années, et il le leur a dit très clairement aux élections. Mais ils prétendent qu'ils n'y peuvent rien changer. On verra plus tard. Quant à présent, il paraît que la moindre chose nuirait considérablement à l'élection du président de la République.

Au premier coup d'œil, on ne saisis pas très bien en quoi mettre de l'ordre dans les affaires publiques pourrait empêcher le congrès de dire, fin décembre, à M. Jules Grévy, qu'il est de nouveau investi du droit de donner des signatures.

Mais c'est que, précisément, M. Brisson et ses amis paraissent douter des capacités de la Chambre nouvelle pour remettre les choses en ordre; ils songent que la concentration est factice, que le moindre projet de loi servirait de prétexte à la désagrégation des républicains; et voilà pourquoi ils n'ont pas s'aventurer à remuer, si peu que ce soit, l'amalgame parlementaire des gauches.

La consigne est donc de ronfler.

M. Henri Rochefort s'en plaint vigoureusement; en vain, on lui promet d'essayer d'amuser le tapis en menaçant les conservateurs; il n'est pas dupe de cette plaisanterie. Après la trêve de M. Grévy, il devine la trêve des confiseurs; puis il prévoit toute une série d'autres trêves, échelonnées pour permettre de gagner sans secousse la fin de la législature, « au dénouement de laquelle les électeurs et les élus auront quatre ans de plus et les contribuables beaucoup d'argent de moins ».

Si désireux que soient les républicains de continuer à ne rien faire, il n'y a pas apparence qu'ils réussissent à ajourner pendant quatre ans toute espèce de débat parlementaire. On peut même être con-

vaincu que cela ne se prolongera guère au-delà de deux mois.

Or, dès qu'ils discuteront, ils se fâcheront et tout se brouillera : c'est la crainte de M. Brisson, dirons-nous que c'est notre espérance? Dans tous les cas, et un peu plus tôt ou plus tard, la division fatale attend les républicains; c'est leur sort inévitable : nous n'avons cessé d'y compter, et les précautions éphémères qu'ils prennent actuellement ne font que confirmer nos prévisions.

L'entente républicaine sera-t-elle complète, comme l'affirment les feuilles dévouées à la République? Il est permis d'en douter quand on a l'information suivante que publie un journal républicain :

« Des échanges de vues qui ont déjà eu lieu dans les couloirs entre les « vétérans » et les « conscrits », il apparaît que ces derniers manifestent généralement une tendance très accusée à conserver leur quant-à-eux. La plupart se montrent réfractaires à se laisser endoctriner et enrégimenter dans les anciens groupes. Notamment les quelques tentatives faites pour reconstituer sous une forme ou sous une autre l'Union républicaine ont échoué. Les anciens chefs de ce groupe s'en rendent compte. »

## L'ÉPURATION DES PURS

On sait et nous avons dit que le seul article du fameux programme élaboré par M. Brisson, sur lequel les républicains soient d'accord, consiste à destituer les fonctionnaires assez naïfs pour avoir pris au sérieux la circulaire de ce ministre qui leur recommandait la neutralité en matière électorale. Ceux de ces pauvres gens qui sont restés neutres ou seulement passifs sont aujourd'hui dénoncés comme traîtres, et on leur fera voir comment les jacobins envisagent l'impartialité dans les consultations du suffrage universel. Cette impartialité oblige à ne rien faire pour assurer la liberté d'action des conservateurs, mais elle contraint à tout tenter et à tout oser pour seconder l'effort des républicains.

En conséquence, il est convenu que, désormais, le moyen d'obtenir de l'avance pour un préfet, sera de faire adopter des doubles fonds à toutes les urnes électorales. En dehors de cette héroïque précaution contre l'instabilité des votes, aucun de ces malheureux fonctionnaires ne sera plus sûr de son lendemain.

Ce sont, en substance, les considérations que l'un des vaincus des derniers scrutins, M. Emmanuel Arène, développe aujourd'hui dans le *Matin* avec une candeur qui désarmait le rigorisme le plus farouche. D'après M. Arène, le premier et le plus saint des devoirs, pour un préfet républicain, était de s'arranger de manière à empêcher les électeurs de choisir, pour les représenter, des députés réactionnaires. Il n'a pas été réçu; il en conclut hardiment que les préfets n'ont pas fait leur devoir et, comme conséquence, il réclame leur destitution. C'est un raisonnement d'une logique irrésistible... au point de vue de l'hilarité.

Ne dites pas à M. Arène et aux opportunistes évincés de la Chambre, dont il nous soumet les doléances, que l'on pouvait supposer les épurations passées suffisantes pour que le républicanisme des préfets ne fût plus suspecté. Il se retranchera derrière un syllogisme inexpugnable. Si les préfets avaient été républicains, j'aurais été réçu; je n'ai pas été réçu; donc les préfets ne sont pas républicains. Ah! mais, c'est que les jeunes têtes de l'opportuniste ont appris à raisonner à l'école de Gambetta!

Et puis, quand bien même les préfets seraient républicains, ils ne suffiraient pas à assurer le fonctionnement régulier des boîtes à doubles fonds sur toute la surface du territoire. Il y a des maires qui sont timides, des adjoints scrupuleux, des secrétaires de mairie prudents, des commissaires de police qui ne sont pas ébloués, en prévision de la tranquillité de leurs vieux jours, de ménager la chèvre radicale, le chœur réactionnaire et la corde d'opportuniste. Or, la politique des boîtes à doubles fonds exige un personnel aveuglément discipliné. Le préfet écrit cent yeux comme Argus et cent bras comme Briarée, ne saurait pas suffire à manoeuvrer habilement les sept ou huit cents urnes qui, dans un département français, reçoivent en leur sein l'expression des votes populaires. Aussi, l'amertume de M. Arène se transforme-t-elle en mélancolie. Aussi, le jeune député, qui regrette son siège plus que le Mignon de Goethe ne regrette sa patrie, s'écrie-t-il d'un accent désespéré : « Qu'est-ce donc, aujourd'hui, qu'un préfet! »

Il est très vrai qu'aujourd'hui un préfet n'est pas grand chose. Grâce précisément au système d'épurations successives auquel la matière préfectorale a été soumise, la qualité s'en est singulièrement abaissée. On a fini par faire des préfets avec des gens dont l'Empire n'eût pas voulu pour commissaires de police. Nous avons connu un préfet républicain, et non pas des plus mauvais, qui avait reçu tout juste l'instruction primaire; un autre, et non pas le moins éloquent, qui avait été commis-voyager; un troisième, et ce n'est pas le moins rogne, qui a été conducteur de bœufs au service d'un fournisseur de vivres pendant la guerre d'Italie.

Qui, M. Arène a raison, un préfet d'aujourd'hui est un *minus habens* tout à fait négligeable. Et encore laissons-nous volontairement de côté la délicate question de l'accouplement de ces préfets. Ne touchons pas aux femmes.

Mais si, parmi ces préfets, il s'en trouvait un qui fût assez spirituel et assez hardi pour se défendre contre M. Arène, il aurait beau jeu de s'écrier à son tour : Qu'est-ce donc aujourd'hui qu'un député? qu'un député de la majorité s'entend?

Toutefois, nous ne voulons point envahir les querelles de famille. Il nous convient de mettre dans le même sac les préfets et les députés de la République. La seule conclusion que nous voulons tirer du projet que l'on a d'épurer encore les préfetures, c'est qu'à force de s'épurer mutuellement les républicains ne trouveront, dans leur parti, plus rien de pur.

Qu'ils épurent donc encore et toujours, et jusqu'à ce que la République soit totalement *nettoyée*, comme disait le soldat que nous attendons toujours et qui ne tardera pas à se montrer.

Pendant que les républicains officiels se demandent comment ils pourront accentuer leur persécution contre l'Eglise catholique.

Pendant que les socialistes de toutes nuances cherchent par tous les moyens possibles à enrayer la production nationale!

Pendant que nos gouvernants s'étudient à trouver des impôts nouveaux, l'Allemagne combine des procédés nouveaux pour miner successivement toutes nos industries.

En effet, M. de Bismarck vient de prendre une décision qui portera un rude coup à quelques-unes de nos industries les plus importantes. Il a supprimé l'admission temporaire des tissus de toute sorte envoyés en Alsace pour l'impression. Nous ne pourrions plus recourir aux teintureries d'Alsace pour donner à nos produits la fini dont ils avaient besoin.

« Le gouvernement français, dit à ce propos le *National*, songera-t-il à confier le ministère du commerce à un homme dont l'expérience et les aptitudes commerciales soient à la hauteur des dangers auxquels est exposé le travail national? »

Comment donc! on songe à M. Paul Bert!

## ENCORE LES COMITÉS PERMANENTS

Nous ne saurions trop le répéter : que les conservateurs s'organisent, qu'ils forment des comités partout.

Les républicains le font : ils arment contre nous avec un ardeur qui s'accroît de jour en jour; armons donc également et soyons prêts à nous défendre.

Hier, la *République française*, disant que les conservateurs restaient organisés sur le pied de guerre, ajoutait : « nous ne les blâmons en aucune façon »; et, partant de là, elle exhortait ses amis à rester aussi sur le pied de guerre. Elle y revient aujourd'hui, en déclarant que « si les républicains veulent reconquérir le terrain perdu, il faut qu'ils s'organisent, il faut qu'ils créent des comités cantonaux ».

Les républicains créent en effet des comités.

Ils viennent d'en créer un dans les Deux-Sèvres, un autre dans le Maine-et-Loire. C'est même plus qu'un comité, c'est une ligue, que les républicains d'Angers ont résolu de provoquer.

Cette ligue — d'après le *Patriote de l'Ouest* — doit être constituée par un comité central et trente-quatre comités cantonaux; chaque comité cantonal, composé de neuf membres, devant élire les membres du comité central (quarante membres) en assemblée générale.

La *République française* dit à ce propos :

« Cela est contraire à la loi, nous le disons très franchement, car on dépasserait, et de beaucoup, le chiffre de vingt membres au-delà duquel la sûreté de l'Etat est compromise si nous en croyons le Code pénal; mais cela se pratique depuis longtemps dans le camp ennemi, et, en outre, cela est absolument indispensable. Aussi nous paraît-il impossible que le gouvernement ne dépose pas, dès la reprise du travail législatif, un projet de loi qui reconnaisse l'exercice de ce droit primordial dans une démocratie : la liberté de s'associer en vue d'un but politique. »

En attendant ce projet de loi, nous voyons donc les républicains s'organiser en comités; par conséquent nous serions coupables de ne pas en faire autant.

Disons, en outre, qu'ils ne négligent rien pour assurer la permanence et la force à leur organisation. Ainsi, les républicains de Maine-et-Loire font entrer dans leur programme cette clause, que chaque adhérent devra verser un sou par semaine : c'est la base d'une caisse puissante pour les élections futures.

L'exemple est à suivre.

Que les conservateurs y songent. En s'y prenant dès à présent, ils peuvent, quand viendra l'heure de la lutte, se présenter dans les conditions les meilleures, c'est-à-dire organisés et ne manquant pas d'argent.

La situation paraît moins inquiétante en Orient; les représentants des grandes puissances, réunis à Constantinople, étant tombés d'accord sur la nécessité de rétablir le *statu quo ante*.

L'attitude prise par la Russie aura eu pour effet de mettre fin à l'opposition fort

imprudente que lui faisait l'Angleterre. Il n'est donc plus question de l'Union personnelle, et on finit par où on aurait dû commencer : on en revient purement et simplement au traité de Berlin.

Deux difficultés toutefois restent à résoudre : le maintien ou la déposition du prince de Bulgarie d'une part; la nomination du gouverneur de Roumélie, et le remaniement du statut organique réglant les rapports de cette province avec le sultan, de l'autre.

Nous serions fort étonnés si le prince de Battenberg conservait son trône, malgré la protection dont le couvre l'Angleterre. Ce dernier venu dans la grande famille des princes européens s'est conduit en enfant terrible; le czar le lui a fait comprendre, en lui retirant les honneurs dont il l'avait affublé. Le châtiment s'arrêtera-t-il là? C'est douteux; bien qu'il soit assez difficile de trouver, pour occuper sa place, un prince qui soit accueilli favorablement par toutes les puissances. On a parlé un moment du prince Waldemar de Danemark; mais le roi de Grèce a fait observer, avec beaucoup de vérité, que les intérêts slaves et grecs étant absolument opposés, il ne pouvait admettre que son frère devint ainsi son adversaire.

On a mis également en avant la candidature du duc d'Edimbourg, sous prétexte sans doute que ce fils de la reine Victoria a épousé la sœur du czar — mais il n'y a là rien de sérieux. La position du duc d'Edimbourg à Sophia serait trop difficile pour qu'il songe jamais à l'accepter.

Quant au statut organique de la Roumélie, il a été rédigé par les puissances postérieurement au traité de Berlin, et rien n'empêche qu'il soit apporté quelques modifications en vue de faire accepter plus facilement aux Rouméliotes le rétablissement de l'autorité du sultan à Philéopolis.

On prête au sultan le projet de proposer, comme gouverneur de Roumélie, le général Von der Goltz pacha, Allemand au service de la Turquie.

Ce choix, qui sera sans doute approuvé par les représentants des trois empires, sera selon toutes probabilités ratifié. Nous ne voulons pas voir dans cette proposition du sultan le symptôme d'une politique hostile à la France. Si cela était, il faudrait en chercher la cause dans l'attitude prise par notre gouvernement, qui, au lieu de demander le maintien du traité de Berlin, se serait montré tout disposé à reconnaître le fait accompli, c'est-à-dire à admettre un nouveau démembrement de l'empire ottoman.

On annonce pour le 11 novembre une réunion de la commission de l'Exposition de 1889.

Le *Petit Journal* demande de quelle commission il s'agit :

« Celle que présidait M. Proust est morte et a été déclarée comme telle par l'honorable M. Pierre Legrand. Aucune commission nouvelle n'a été formée depuis. »

Le *Petit Journal* ajoute que le mieux serait de ne plus choisir un député, comme M. Proust, pour diriger une pareille entreprise. C'est notre opinion, et il y a longtemps que nous l'avons dit.

## ÉCHOS

### LA TEMPÉRATURE

#### SITUATION GÉNÉRALE AU 9 NOVEMBRE

La température a monté légèrement sur nos côtes Ouest; elle est en baisse sur tout le reste de l'Europe.

En France, le temps brumeux et froid va continuer.

Hier, à Paris, le ciel a été constamment couvert.

#### SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANGHE. — Vent d'entre N. et E. faible; mer belle.

Océan. — Vent d'entre N. et E. faible; mer belle.

MÉDITERRANÉE. — Vent d'entre N. et O. faible; mer belle.

Aujourd'hui, 9 novembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin..... + 7° 3/4  
 A onze heures du matin..... + 7° 8/8  
 A deux heures du soir..... + 8° 5/8  
 Température la plus basse de la nuit + 6° 3/4

Le baromètre est à 765 millimètres.

Le maréchal Serrano, qui a joué un si grand rôle politique en Espagne, est toujours au pays bas.

Le duc de la Torre s'est fait opérer dernièrement d'un abcès au cou. Des désordres organiques très graves ont compliqué l'état du malade et des hémorragies fréquentes l'ont beaucoup affaibli. Le maréchal, qui comprend sa position, a demandé les derniers sacrements et il lui ont été administrés par l'évêque de Madrid.

M. Savart, le grand industriel, connu par le noble usage qu'il fait de sa fortune, avait invité hier à une grande chasse, dans ses terres de Maurevert, nombre de journalistes, d'hommes de lettres et d'artistes.

Le temps s'était montré favorable. La chasse a donné les résultats les plus brillants et à quatre heures on comptait au tableau deux cent dix huit pièces.

Cette réunion a été des plus cordiales, et l'on s'est séparé en emportant un excellent souvenir de la gracieuse hospitalité de Mme Savart.

Une de nos plus grandes individualités mondaines — nous avons nommé M.

Dolfus — va donner, cet hiver, dans son magnifique hôtel, un grand bal costumé Renaissance.

Les costumes si riches et si pittoresques de cette époque seront seuls admis, et le manteau vénitien lui-même, fût-il couleur mauve, ne parviendra pas à s'y faire admettre.

Il serait à désirer que nos grands seigneurs de la finance et de l'aristocratie suivissent l'exemple de M. E. Dolfus, car les travailleurs, petits et grands, trouveraient leur compte à la multiplication de ces fêtes de l'élégance.

### Tablettes matrimoniales :

Le comte André Zamoycki, dont nous avons annoncé le prochain mariage avec la princesse Caroline de Bourbon, fille du comte Trapani et cousin du prince Czartoryski, l'hôte aimable de l'hôtel Lambert.



maison d'aliénés et le procès sera fini.

Un bolide d'une espèce toute particulière a traversé Paris hier soir, vers neuf heures et demie. Le ciel était complètement couvert, et quelques Parisiens ne furent pas peu étonnés de voir briller tout à coup, dans l'obscurité, deux étoiles d'une lueur rougeâtre éclatante, très rapprochées l'une de l'autre; bientôt, l'un des deux astres disparut pendant quelques secondes, puis reparut à côté gauche du premier, alors qu'il était complètement à droite. Presque aussitôt, il disparaissait de nouveau, puis de nouveau était visible: à un moment donné, on put voir trois, puis quatre étoiles, toujours très rapprochées l'une de l'autre. Ce phénomène suivait une marche horizontale du nord à l'est, mais très lente, de sorte que pendant près de dix minutes, il fut visible à l'œil nu.

La session de la Société d'économie sociale reprend ce soir, à huit heures et demie, à la Société de géographie, 184, boulevard Saint-Germain.

Elle s'ouvre par une intéressante conférence de M. Urbain Guérin sur les cultivateurs-marchands des environs de Paris, et dans laquelle seront mis en relief des faits curieux relatifs à la dépopulation des campagnes.

## CHRONIQUE ÉLECTORALE

Les candidats conservateurs des Deux-Sèvres viennent d'adresser à leurs électeurs la lettre de remerciements suivante:

Messieurs,  
La campagne du 4 et du 18 octobre 1885 vous a fourni de la façon la plus éclatante la mesure des forces conservatrices que le département des Deux-Sèvres peut opposer à l'envahissement du radicalisme.

Près de 45,000 suffrages nous ont été accordés par tous ceux qui veulent l'ordre à l'intérieur, l'économie dans les finances, la paix au dehors. C'est un résultat dont nous avons le droit d'être fiers. Recevez ici, messieurs, l'expression de toute notre reconnaissance.

Jamais confiance dans l'avenir du pays n'a été plus grande et mieux justifiée. Les conservateurs ont déplacé depuis 1881, dans le département, près de 16,000 voix à leur profit.

Cependant, beaucoup se sont contentés de détourner par les calomnies, les injures, les menaces des républicains. Les agents qui ont outragés leurs droits auront à rendre compte de leur conduite.

Le jour du vote, le préfet a fait publier et afficher que nos élections relatives au Tong-King étaient mensongères, qu'il démentait la justice les signatures de la réponse que nous lui avions faite. Nous le défions et nous l'attendons.

Out nous serons poursuivis, et vous le savez, et le préfet vous a trompés par cette manœuvre de la dernière heure, mais lui, et ses maîtres seront convaincus de diffamation et de fausseté.

Que tous les conservateurs sentent redoubler leur confiance dans l'avenir. Cet avenir nous appartient. La République ne se résoudra pas de cette épreuve.

L'union qui a fait triompher la cause de la République, elle va se fortifier dans les concours de tous les électeurs que la Chambre, dans l'impossibilité de constituer une majorité, conduira infailliblement aux désillusions et à la nécessité d'une action nouvelle.

Nous vous donnons rendez-vous, avec la certitude du succès, au jour prochain où le pays jettera bas les fauteurs de la guerre, de la discorde, du déficit et de l'oppression.

Vive la France!

Pierre PROUST (de Lezay),  
Louis GERMAIN, Marquis  
DE LA ROCHEJAQUELIN.

Niort, le 24 octobre 1885.

## JOURNAUX ET REVUES

Les critiques et les protestations continuent de se produire à propos du projet de M. de Mun. Voici, par exemple, comment s'exprime M. Thibaudier, évêque de Soissons, dans la *Semaine religieuse* de ce diocèse:

Soissons, le 3 novembre 1885.

Monsieur le directeur,

Certains journaux, excellents par les intentions, affichent en gros caractères dans leurs colonnes l'avènement d'un parti catholique, et provoquent l'adhésion de leurs lecteurs aux programmes semi-religieux et semi-politiques de ce parti.

Ce sont là, dans ma conviction, des entreprises et un langage contraires aux avis réitérés du Saint-Siège et des évêques; les nouveaux promoteurs du prétendu parti catholique me paraissent avoir peu compris ou bien vite oublié les graves avertissements de l'autorité catholique.

Il n'est pas permis de rendre le catholicisme solidaire de tel ou tel système politique. C'est toujours le rabais et le diviser que d'en faire un parti. Le catholicisme n'est opposé, comme tel, à aucun parti qui professe le respect de la justice et par conséquent de l'Église. Dans tous les partis, il reconnaît ses enfants honnêtes et religieux.

Cela ne veut point dire qu'un bon catholique doive ou puisse demeurer indifférent à toutes les causes politiques, en s'abstenant de toute participation aux affaires publiques, ou, dans cette participation, se désintéresser des droits et des besoins de l'Église. Non; il peut et doit, en certains cas, s'attacher au parti politique qui lui paraît le meilleur. Quelque parti qu'il embrasse, il doit mettre ses facultés et son courage au service de sa religion.

Mais, en pays catholique, surtout, l'équité, la prudence et la charité lui défendent de creuser le fossé des partis entre l'Église et une portion des enfants de l'Église. A l'Église seule il appartient de dire à un seul de ces derniers: « Vous n'êtes pas de mon parti. »

Que dit donc l'Église? Nous avons déjà cité le *Moniteur de Rome* qui condamne le projet; mais on a répondu: le véritable organe du Vatican c'est l'*Osservatore romano*, et la feuille italienne a protesté, comme nous l'avons dit, contre les commentaires dont l'*Univers* avait fait suivre l'article du *Moniteur de Rome*, donnant à entendre qu'au Vatican M. de Mun était approuvé.

— La *Nation*, porte-parole des faiseurs d'otages et des spoliateurs du clergé, dit aujourd'hui:

Donc notre devoir est tout tracé: supprimer le budget des cultes, dénoncer le Concordat, laisser l'Église libre de se mouvoir avec ses propres ressources tout en ayant soin, bien entendu, de la brider par des lois de conservation républicaine.

Que dites-vous de ce bien entendu? Après avoir dépouillé le clergé sous le prétexte de le rendre libre d'agir à sa

guise, on lui liera les jambes, on prendra ses mesures pour qu'il ne puisse vivre.

— Le *Mot d'Ordre* a trouvé un moyen de venir en aide à l'agriculture dont il veut bien constater les souffrances. Ce moyen est bien simple, il consiste à baisser le taux de l'intérêt que l'État paye aux caisses d'épargne et aux caisses de retraites:

En France, où le crédit de l'État est bon, le grand emprunteur, c'est l'État. A mesure qu'on place sur l'État, on immobilise le capital, on le rend improductif, le pays s'appauvrit et se ruine.

Il est impossible de rester dans la situation actuelle. L'État donne à ceux qui épargnent un intérêt supérieur à celui qu'il reçoit lui-même, d'où il résulte que, plus on épargne en France, plus le déficit augmente.

Avis aux dépositaires.

— On a dit que M. Noël Parfait n'était pas candidat sénatorial dans Eure-et-Loir.

M. Noël Parfait adresse à ce propos au *Journal* une lettre qui confirme le fait:

Au moment où mes concitoyens viennent de me réélire à une majorité considérable, quand je n'ai pas même encore ris mon siège à la Chambre, l'abandonnerais-je le mandat de député, laissant à mes électeurs, en reconnaissance de l'honneur qu'ils m'ont fait, la perspective d'une nouvelle agitation, et, qui sait? peut-être d'un nouveau ballottage?

En vérité, si j'étais capable d'agir ainsi, je serais bien mal inspiré, bien ingrat. Je resterais donc au Palais-Bourbon. Peut-être la campagne sera-t-elle dure; peut-être aura-t-il des passes difficiles à franchir, de rudes assauts à repousser. Eh bien? raison de plus: mon devoir est là, je ne le déserterais pas!

Ajoutons que M. Noël Parfait pose sa candidature à la question de la Chambre, et que ce poste rapporte trente mille francs?

## Encore la Censure

Dans sa seconde philippique contre la censure, M. Emile Zola avait cité l'opinion des principaux critiques, auteurs dramatiques, des maîtres de la scène sur la question. A propos de M. Alexandre Dumas, voici ce qu'il disait:

M. Alexandre Dumas fils. Est-il contre, est-il pour la Censure? Il y a doute, les uns disent pour, les autres disent contre. Quand il passera devant la statue de son père, un jour le bronze se lèvera et lui criera son devoir de fils et de grand écrivain.

Aujourd'hui, l'auteur de *Denise* répond à M. Zola dans le *Figaro*:

Ce paragraphe prouve que, parmi tous les livres que M. Zola vient de lire traitant de la matière, celui où je me suis expliqué, il y a près de vingt ans, sur la Censure, ne s'est pas trouvé sous sa main. S'il l'avait lu, il aurait connu mon opinion; il ne m'aurait pas pris à partie et je ne serais pas forcé d'intervenir dans une question dont vos lecteurs ont peut-être assez.

M. Dumas rappelle que *Germin* n'est arrêté que depuis huit jours; la *Dame aux Camélias* a été arrêtée dix-huit mois; *Dianna* de Lys, près d'un an; et c'étaient ses deux premières pièces. Puis, M. Dumas ajoute:

Disons la vérité encore une fois et inutilement. Le gouvernement actuel est complètement dans son tort vis-à-vis de M. Zola. Quand on est parvenu au pouvoir en invoquant toujours comme un des plus puissants arguments la liberté de la pensée, on n'a pas d'excuse de maintenir la Censure préventive, que l'on a toujours combattue comme une des entraves les plus humiliantes et les plus perfides de la pensée publique.

La théorie de M. Alexandre Dumas est absolument conforme à celle que nous exposons dans la *Patrie* le 31 octobre dernier, surtout dans le passage suivant que nous mettons en regard d'un extrait de la *Gazette de Paris* dont nous venons de parler:

M. DUMAS

L'édifice du ministère républicain était de laisser représenter *Germin* et d'attendre le résultat. Dans le cas où la pièce aurait causé un véritable scandale public, tapage, collision, voies de fait, cris insurrectionnels, etc., son droit, mais seulement alors, était d'interdire la pièce qui aurait causé et qui aurait pu renouveler tous les jours ce scandale.

Sous un régime comme le nôtre, la mesure préventive n'avait rien de voir à faire.

Il a tort (M. Goblet) au point de vue de la liberté, puis il prend un arrêté arbitraire, il a tort aussi d'assumer une telle responsabilité sans appeler le public en témoignage.

Les auteurs du théâtre rapportent bien des circonstances où le public suit proteste contre des pièces choquantes pour la morale, dangereuses pour l'ordre ou contraires au bon sens.

Un ministre de petite taille est peut-être être inspiré en laissant tenter cette expérience aux risques et périls du directeur et des auteurs; et si, par hasard, l'ordre avait été troublé, son rôle serait de supprimer, dans les vingt-quatre heures, un spectacle qui compromettrait l'assurité et le repos publics. Il a voulu agir autrement: il s'en est rapporté simplement à son jugement; ce qui n'est pas suffisant, même quand on est avocat d'Amiens, et il a abusé de la justice préventive, ce qui n'est jamais le fait d'un grand ministre.

M. Dumas dit aussi:

Voilà qui est bien clair, bien net et bien incontestable. La République, étant donnée son programme et ses promesses, vient donc de commettre, en matière littéraire, une bêtise, une illégalité et un parjure.

Nous sommes toujours de plus en plus d'accord avec l'illustre auteur dramatique, qui a connu de bonne heure les divinités de la censure.

## LA CONFÉRENCE MONÉTAIRE

La nouvelle convention monétaire destinée à remplacer l'acte du 5 novembre 1878 a été signée le 6 novembre par le président de l'union entre la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse.

Dans la réunion où il a été procédé à cette

signature, M. le ministre de Suisse s'est fait l'interprète des délégués étrangers, et a remercié M. Ducloux pour la haute compétence avec laquelle il a présidé aux laborieuses délibérations de la Conférence. Il s'est félicité de la conclusion d'une convention destinée à resserrer les liens monétaires existant depuis 1805 entre quatre États comptant plus de 70 millions d'habitants. Il a témoigné le regret de voir l'Union se reconstruire en dehors de la Belgique.

M. Ducloux a répondu que sa tâche comme président avait été facilitée par l'extrême bon vouloir qu'il avait rencontré de la part de toutes les délégations, et il a, comme M. Hardy, exprimé l'espoir que le gouvernement belge ne tarderait pas à rentrer dans l'Union.

La Conférence ne s'est pas encore séparée: les délégués doivent, dans la séance qui aura lieu lundi, prendre connaissance de la réponse du gouvernement belge à la communication qui lui a été faite par le gouvernement français de la convention du 6 novembre.

## GAZETTE DE PARIS

### La Topographie

Depuis la guerre, on a beaucoup vanté les connaissances des Allemands en topographie. On semble avoir oublié que c'est une science toute française. C'est, en effet, à nos ingénieurs que la science est redevable de l'application du dessin linéaire pour représenter le relief du terrain sur les cartes topographiques. La carte de France levée par eux et par le corps d'état-major est l'œuvre la plus complète qui ait été créée, dans ce genre, en Europe. Commencée il y a plus de soixante ans, elle a coûté près de vingt millions et a été exécutée par des graveurs et des artistes spéciaux. Les Allemands ont eu sur nous l'avantage de savoir mieux s'en servir. Ils l'ont fait reproduire et photographier par parties, pour la distribuer à leurs soldats. Aussi, la lecture de cette carte sur le terrain même est-elle la base principale des travaux de la Société de topographie de France, qui tenait hier son assemblée générale dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne.

Fondée en 1876, cette Société est devenue des plus actives et la seule qui ait accordé à l'enseignement géographique l'attention qu'il mérite. Car, ainsi que le faisait remarquer dans une précédente séance M. Drapeyron, secrétaire-général de la Société, la géographie est une science grâce à la topographie. Et il rappelle à ce sujet combien les connaissances géographiques étaient limitées chez les anciens. C'est Homère qui, le premier, en donne quelques notions dans l'*Iliade* et dans l'*Odyssée*, ce qui lui a valu le titre de « Père de la géographie » que lui a conféré Strabon.

Vinrent ensuite les écoles de géographie de Milet, d'Alexandrie et autres villes grecques d'Asie, d'Europe et d'Afrique. Les conquêtes des Romains, l'invasion des Barbares, les croisades des chrétiens, les découvertes de Christophe Colomb et autres grands navigateurs firent faire un pas immense à cette science; mais c'est à notre siècle qu'il était réservé de la compléter par la géologie qui explique jusqu'au relief du globe.

La Société de topographie a donc assuré à la géographie physique, qui est la géographie fondamentale, une base inébranlable par l'étude de la structure du sol.

M. Martinie, contrôleur général de l'armée, président de la Société, a demandé et obtenu du ministre de la guerre l'autorisation pour les officiers de l'armée active de professer, dans les villes où ils tiennent garnison, des cours publics et gratuits de topographie. Grâce à une incessante correspondance de M. le commandant Richard, vice-président de la Société, et de M. Guillaumin, secrétaire, des cours ont été ouverts dans toutes les régions de la France et on peut espérer que bientôt tous les chefs-lieux de canton auront leurs cours de topographie.

Les applications les plus variées de la topographie sont poursuivies dans les sections de la Société.

Dans son assemblée générale du mois d'avril dernier, la Société a proposé, par l'organe de M. Drapeyron, la création d'une école nationale de géographie. Ce projet a été recommandé au Sénat et au gouvernement, dans la séance du 31 juillet, par M. Bardoux, ancien ministre de l'instruction publique. La Société de géographie de Tokio (Japon) a été une des premières à l'approuver sans réserve et son conseil s'est écrit au sujet de cette création.

« Je suis convaincu que lorsqu'elle sera réalisée, elle aura sur la civilisation et l'économie du monde une influence considérable; tous les pays, même les moins avancés, en profiteront. »

Un autre projet a été conçu par M. de Gatinet qui préside la section des arts du dessin appliqués à la topographie: c'est celui d'organiser, au nom de la Société et sous son patronage, une grande exposition topographique, la première de ce genre, qui se tiendrait au palais de l'Industrie ou au Trocadéro. Elle comprendrait la topographie, la géographie, l'histoire, l'archéologie, l'application des beaux-arts à la topographie: peinture, sculpture, gravure, architecture, l'éthnographie et la colonisation. Cette exposition donnerait au développement des études géographiques l'impulsion la plus heureuse.

Tel est le bilan de la Société de topographie de France depuis 1876, date de sa création. Ajoutons que M. Drapeyron, secrétaire général depuis sa fondation, constamment appuyé par les plus anciens membres du conseil, MM. Guillaumin, Lucien Chauré, Guiraudon et autres, a réussi à créer au sein de l'association une tradition scientifique, ce qui est aussi rare que précieux.

Aussi l'affluence qui se pressait hier dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, prouve combien cette Société, qui compte parmi ses présidents d'honneur l'empereur du Brésil, le roi d'Espagne et le roi des Belges, a les sympathies du public.

M. Fordinand de Lesseps, membre de l'Académie française, qui présidait, a exposé avec une bonhomie charmante que, lorsqu'il avait été envoyé en Égypte, en 1832, il ne possédait que des notions fort élémentaires sur la géographie. C'est dans le grand ouvrage que Bonaparte a fait publier sur l'expédition d'Égypte qu'il a puisé, étant consul au Caire, les connaissances qui lui ont été si utiles pour l'exécution des grands travaux qu'il a entrepris.

Il a donné d'intéressants détails sur le percement de l'isthme de Suez, sur celui de l'isthme de Panama qu'il espère voir terminé en 1888, et sur le projet d'établissement d'une mer intérieure en Afrique. Il a fait ensuite l'éloge, rempli d'humour, de son voyage en Hongrie à la tête de la délégation française.

Après lui, M. Drapeyron, l'infaillible secrétaire-général, a parlé sur les professeurs d'histoire et de géographie. Il a montré que cette dénomination datait de 1818, époque où Royer-Collard, alors chargé de la direction de l'instruction publique, institua ce nouveau professorat. C'est surtout pour faciliter l'intelligence des textes classiques qu'eut lieu cette innovation: « Aussi, que voyons-nous pendant de longues années? a dit M. Drapeyron. Les cours d'histoire roulement, pour la plupart, sur l'histoire grecque et romaine. C'est à la dérobée que professeurs et élèves jettent un coup d'œil sur l'Europe moderne et sur la France. En 1829, on s'arrêta à la mort du grand roi; en 1838, on se hasarda jusqu'à la grande Révolution; en 1852 seulement, on atteignit Waterloo, et en 1863, l'histoire contemporaine. Quant à la géographie, bien qu'associée dès le premier jour à l'agréation d'histoire, qui venait d'être créée en 1830, elle inspira bientôt de vives inquiétudes. De 1833 à 1848, on abuse de la géographie historique fastidieuse pour les élèves, parce que la nomenclature, une double nomenclature, l'ancienne et la moderne, y occupe une place prépondérante. »

Après 1848, on trace des programmes de géographie intelligemment conçus: géographie physique, politique, économique. Mais on n'accorde pas un temps suffisant pour les mettre en pratique et on ne forme pas un personnel de professeurs ad hoc. Les circulaires, très louables, de 1854 et de 1859 restent lettre morte. Une autre circulaire, celle de 1867, supprime les cours de géographie. Après nos désastres, on a rendu un hommage tardif à cette science. Mais, faute de temps et d'une forte éducation scientifique, les professeurs d'histoire et de géographie ne peuvent suffire à une tâche devenue écrasante.

A la suite de ces considérations, M. Drapeyron a renouvelé hier la demande qu'il avait précédemment faite de professeurs spéciaux de géographie qui seront formés, soit dans une École nationale de géographie, soit à la Faculté des lettres ou des sciences de Paris, dont les cadres seraient élargis à cet effet.

L'étranger, et en particulier l'Allemagne, suit avec la plus vive attention la campagne entreprise par M. Drapeyron. La France ne saurait faire moins, car ainsi que le faisait observer le ministre général, on pourrait lui dire: *De te res agitur*. « Il s'agit de toi! »

MARIE-PAUL.

### EN BIRMANIE

Londres, 9 novembre.  
On mande de Promé au *Standard*, le 8 novembre:

Le steamer qui, suppose-t-on, apporte de Mandalay la réponse à l'*ultimatum* anglais, vient d'arriver.

Il se bruit que cette réponse est évasive.

De son côté, le *Times* a reçu de Rangoon, 8 novembre, la dépêche suivante:

Le steamer attendu de Mandalay est arrivé à Thayetmyi avec la réponse de l'*ultimatum*. On ne sait rien de certain relativement à la teneur de cette réponse, mais on croit qu'elle n'est pas satisfaisante. Elle sera télégraphiée demain au vice-roi.

M. Andreiss est détenu à Mandalay par le gouvernement birman, en qualité d'agent de la *Bombay Chartered Trading Co.* et comme garant du paiement des sommes réclamées à ladite Compagnie.

## LES ÉVÉNEMENTS DE BULGARIE

Varna, 8 novembre.  
On mande de Constantinople, à la date d'hier:

Dans la première séance de la Conférence, c'est sur la proposition du comte Corti, doyen du corps diplomatique, que la présidence a été dévolue à Saïd-pacha et le bureau constitué.

Saïd-pacha, en ouvrant la Conférence à lui, parait-il, un discours paraphrasant la circulaire par laquelle la Porte proposait une Conférence.

Il a ajouté notamment que le Sultan ne permettrait pas que ses droits souverains soient en question.

A la suite d'observations faites par un ambassadeur, la Conférence a été alors ajournée et la seconde séance fixée à samedi.

La nouvelle de la radiation du prince de Bulgarie des cadres de l'armée russe a produit ici une grande impression.

On dit dans les cercles politiques que la Russie, s'étant alliée la Grèce et la Serbie, veut à tout prix, en dehors de l'action de la Conférence, écarter le prince Alexandre dont le maintien, malgré le rétablissement éventuel du *statu quo ante*, risquerait de lui aliéner également les Bulgares et lui ferait perdre ainsi tout prestige d'une intervention future en Turquie.

Le bruit s'accroît que le rétablissement du *statu quo ante* comporterait certaines modifications au statut organique de la Roumélie, et que le sultan aurait l'intention de proposer le général Von der Goltz-pacha comme gouverneur de la Roumélie.

Le chargé d'affaires anglais mettrait, assure-t-on, conformément aux instructions du marquis de Salisbury, une sourdine à son opposition contre les projets des trois empereurs, tout en continuant à soutenir le prince de Bulgarie.

Philippopolis, 8 novembre.

On croit que le ministre des affaires étrangères arrivera prochainement à Philippopolis. Son arrivée, suivant de quelques jours celle de M. Karaveloff, semblerait indiquer que Philippopolis serait choisie comme centre pour entamer, s'il est possible, des négociations avec la Porte aussitôt après la Conférence.

En effet, malgré la résolution prise par le pays et attestée par de nombreux témoignages, de résister à toute action violente de la Porte, on croit toujours à la possibilité d'arriver à une entente avec la Turquie, dès que la Conférence sera terminée et que la Bulgarie se trouvera seule en face de cette dernière puissance.

Cette entente ne détruirait en rien l'œuvre de la Conférence, quelle qu'elle soit.

Saint-Petersbourg, 8 novembre.

Le *Moniteur du gouvernement* publie que correspondance de Sofia qui affirme que le peuple bulgare a cru, contrairement à la vérité, que le sultan avait de Philippopolis un avis favorable à son mouvement.

Des avis officiels publiés dans le district de Kustendje affirment qu'il en était ainsi. La feuille officielle dit, en outre, que le prince de Bulgarie a déclaré, devant le front d'un régiment, qu'il considérait comme le jour le plus heureux de sa vie celui où il voyait enfin l'armée nationale placée exclusivement sous le commandement d'officiers bulgares.

Ces paroles du prince, ajoute le *Moniteur du gouvernement*, sont une marque de dédain pour les officiers russes.

Athènes, 9 novembre.  
D'après des dépêches de Grèce, le gouvernement aurait suspendu ses rapports avec le général du consistat de Grèce, dont la Porte a demandé le rappel. La Grèce refusa de rappeler cet agent.

Philippopolis, 8 novembre.

La radiation du prince Alexandre des cadres de l'armée russe est considérée ici comme un signe que la Russie abandonne complètement les populations rouméliotes. Il en résulte une certaine irritation contre cette puissance.

### L'expulsion des Chinois en Amérique

New-York, 8 novembre.

Le mouvement pour l'expulsion des Chinois s'étend dans plusieurs villes de la côte du Pacifique.

Une proclamation de M. Cleveland, conçue en termes très énergiques, vient d'être publiée; elle ordonne à toutes les personnes rassemblées sur le territoire de Washington dans un but illégal de se disperser avant demain midi.

New-York, 8 novembre.

La proclamation de M. Cleveland et l'arrivée des troupes ont ramené le calme parmi les émeutiers: on ne craint plus de troubles.

L'association ouvrière, dite Chevaliers du Travail, *Knight's Labour*, de San-Francisco, a convoqué à un meeting les associations ouvrières commerciales pour le 28 novembre, dans le but de provoquer une action pour amener le départ des Chinois de San-Francisco.

## CHRONIQUE JUDICIAIRE

Selon les habitudes républicaines, l'honorable curé de Carpiquet, M. l'abbé Lebaillay, avait été ostensiblement calomnié, et les mesures avaient été si bien prises que les tribunaux avaient été saisis d'une accusation d'outrages à la pudeur contre des enfants.

Le procès est venu devant la cour d'assises de Caen qui, après deux jours de débats, a acquitté l'abbé Lebaillay.

M. l'abbé Lebaillay, âgé de quarante-sept ans, est prêtre depuis vingt-deux ans, et dans les différents postes qu'il a occupés, sa conduite n'a jamais donné lieu à aucun reproche.

Il a été victime d'une coquetterie qui avait abréuvé d'ennuis et de misères ses deux précédentes existences.

M. l'abbé Lebaillay a été brillamment défendu par M. Tilly, avocat républicain, qui a traité avec beaucoup de tact et de délicatesse des questions scabreuses. Ce que n'a pas fait M. l'avocat général Mirande, dont le réquisitoire a produit une fâcheuse impression.

Après le verdict, une ovation a été faite à M. Lebaillay et à son défenseur.

Comme nous l'avons déjà dit, l'impudence du citoyen prêtre doit être châtiée, et c'est aux tribunaux qu'il faut demander justice de cet abus de pouvoir, de ces violences infligées au suffrage universel, de ces mensonges cyniques, et nous voulons espérer que nos amis n'y failliront pas.

## Faits divers

Sous un tramway. — Hier matin, à dix heures et demie, Mme Devaux, âgée de quatre-vingt-deux ans, demeurant rue Berthe, traversait la chaussée à la hauteur du rond-point de la Villette.

La pauvre femme ne vit point venir le tramway n° 535, allant du Trocadéro à la Villette. Elle alla être écrasée, lorsque trois agents en bourgeois, de service en cet endroit, les nommes Charron, Lavoie et Ibrélie, se sont jetés à la tête des chevaux, Mme Devaux n'en a pas moins été tamponnée par la voiture, mais le choc a été amorti, et elle est tombée entre les deux chevaux sans route.

On n'a constaté que des contusions sans gravité sur le corps de l'octogénaire.

Le crime de Ruell. — Hier, dans l'après-midi, M. le juge de paix de Ruell, chargé de l'instruction, a procédé à l'interrogatoire du père de Milhan, interrogé avant-hier et d'une parenté qui demeure avec eux. Bien que leurs dépositions n'aient pas été très concordantes, la justice semble avoir abandonné cette piste.

La jardinière d'une propriété voisine de celle où le crime a été commis, et qui avait raconté avoir vu un individu rôder autour de la maison Ruellier, quelques jours après la date présumée du meurtre, a également été interrogée. Sa déposition n'a fourni aucun éclaircissement sur cette mystérieuse affaire.

Une nouvelle perquisition a eu lieu dans la soirée d'hier; on a retrouvé dans les papiers de la victime certaines pièces qui donneraient une toute nouvelle tournure à cette affaire déjà si singulière.

Un souper qui coûte cher. — M. Gustave B..., résidant à Copenhague, et demeurant à Paris, rue de Trévise, a fait la rencontre, boulevard de la Madeleine, de deux individus fort bien mis qui ont été en conversation avec lui et l'ont invité à dîner dans un restaurant. De là, ils sont allés tous les trois passer la soirée à l'Opéra-Comique.

En sortant, ils se rendirent dans un restaurant de nuit et se firent servir à souper. A la fin du repas, M. B... s'endormit profondément.

Un garçon vint le ré



ils ont fait valoir son défaut de pondération, qui, déjà au lycée, l'avait fait surnommer le *far*; ils ont rappelé une tentative de suicide, dans un moment de désespérance; puis ils ont particulièrement insisté sur la fracture de la base du crâne survenue à l'école polytechnique, sur l'affaiblissement de l'intelligence, les troubles de la mémoire et les crises nerveuses qui ont été les graves conséquences d'un accident qui a bien failli être mortel.

MM. Claudot et Legrand du Saulle, relativement à l'acte incriminé, auraient admis, nous assure-t-on, un état de conscience incomplète devant entraîner nécessairement une atténuation notable de la responsabilité.

Après une très courte délibération, le conseil de discipline a motivé un long arrêt et a conclu à l'exclusion pure et simple de l'école L...

Le dossier de l'affaire a été aussi porté à M. le ministre de la guerre, dont la décision est imminente. Nous croyons savoir que M. Camponen ratifiera l'arrêt du conseil.

Ainsi se termine une affaire qui avait été grosse à tort et qui ne pouvait en rien porter atteinte à l'honneur traditionnel de notre école polytechnique, si honorée, si respectée et si aimée.

**Le chien du faubourg Saint-Martin.** — Nous avons annoncé, hier, qu'un chien avait été aperçu, rue du Faubourg-Saint-Martin, en face du n° 189, parce qu'il tenait dans la gueule un morceau de chair auquel semblait adhérer des cheveux noirs.

Ce chien avait été conduit au bureau du commissaire de police, et le morceau de chair envoyée à l'analyse.

On pensait tout d'abord se trouver en présence d'un crime, le lambeau de chair trouvé dans la gueule du chien paraissant être un débris de chair humaine.

Les médecins-légitistes n'ont pas encore procédé à son examen; mais on croit pouvoir affirmer que ce débris n'est qu'un morceau de tête de chevreau, auquel adhèrent quelques poils, morceau de chair que le chien avait enlevé chez un égaré du quartier.

Toute idée du crime semble donc devoir être écartée.

**La science modifie ses méthodes** dans l'art de soigner les malades, comme elle perfectionne les médicaments qui leur sont destinés. Actuellement, le goudron, produit naturel, très actif dans les catarrhes des bronches, les rhumes anciens, la phthisie, saluait également dans les affections de la peau, par son action décapante.

On employait sous forme de capsules préparées par M. Guyot, pharmacien, 19, rue Jacob, Paris. Le goudron renfermé dans les Capsules Guyot est enrobé dans une couche de gomme blanche très soluble, il agit aussitôt qu'il est en contact avec la muqueuse de l'œsophage.

La signature E. Guyot a été apposée sur chaque capsule blanche, comme garantie de la bonne préparation du produit. Il suffit d'avaler deux ou trois capsules à chaque repas. Prix du flacon: 2 fr. 50.

**Voie de marchandises.** — Un négociant de la rue du Mail, M. Ruffet, ayant dernièrement constaté qu'un grand nombre de marchandises disparaissaient de ses magasins sans que leur sortie fût portée sur les livres de comptabilité, plainte portée à la préfecture de police.

Une enquête fut ouverte par le service de la sûreté, à la suite de laquelle l'auteur de ces dérobements a été mis en état d'arrestation. C'est un nommé Hemenel, âgé de quarante-six ans.

Cet individu, quoique marié, vivait avec une femme Paillois (dite Boitel, chez laquelle il déposait les objets volés, ainsi que chez une concubine de la rue Montorgueil, la dame Angélie).

Ces dérobements ont été mis également à la disposition de la justice.

Des perquisitions, faites à leurs domiciles respectifs, ont amené la découverte d'un grand nombre de pièces d'or, coupures de 50 francs, etc., provenant des magasins de M. Ruffet.

Un supplément d'instruction, fait par M. Diers, commissaire de police, a permis d'établir que Hemenel appartenait à une bande de malfaiteurs habilement organisée, dont la spécialité était de dévaliser, grâce à la complicité des employés, les négociants de Paris.

Plusieurs autres arrestations ont été opérées, notamment celle des époux Rouquier, demeurant rue des Grands-Anglais, au service, l'une et l'autre de M. Lucas, fabricant de porte-monnaie, rue du Temple, 83.

**Arrestation d'un malfaiteur.** — Nous avons raconté que deux vols impor-

tants avaient été commis dans le département du Lot.

L'un à la poste de Figeac, l'autre au château de la Rue, près Rocamadour.

Le signalement de l'auteur présumé du vol de Figeac répondait absolument à celui du malfaiteur qui s'était introduit dans le château de la Rue, une commission rogatoire fut adressée au parquet de la Seine, afin de rechercher si le voleur ne s'était pas réfugié à Paris.

En consultant sa collection de photographies, M. Kuehn crut reconnaître dans l'individu nommé Charles-Georges-François Vidal, déjà condamné pour des délits du même genre.

Hier, comme il traversait, vers trois heures de l'après-midi, la rue de Rivoli, Vidal fut arrêté par des agents et conduit, malgré une vive résistance, au commissariat de police du Palais.

Amené dans le bureau de M. Kuehn, il fit des aveux complets, confessant qu'il était bien l'auteur des deux vols que nous rappelons plus haut.

Il était porteur d'un grand nombre de bijoux provenant du vol commis à la Rue aux Juifs, de la famille de Montbrun.

Condamné au commencement de l'année 1885, à sept ans de réclusion et huit ans de surveillance pour vol qualifié, Vidal parvint, le 5 juin dernier, à s'évader du pénitencier de Chivari (Corse), où il devait subir sa peine.

Il a été écroué au Dépôt.

**Petites nouvelles.** — Mercredi prochain, à huit heures du soir, au cercle du Luxembourg, réunion hebdomadaire.

Principales communications: La jeunesse de Frédéric Ozanam, par M. l'abbé Desers, du clergé de Saint-Louis d'Autin.

Le récent congrès des œuvres ouvrières catholiques à Limoges, par M. l'abbé Lucien Champollion, secrétaire du bureau central.

Vendredi aura lieu, dans le même local, la première séance de la société des quatuors classiques. Partie vocale: Mlle Jeanine Tricot; partie instrumentale: Mme Wilibrod Lautier, MM. Paul Lautier, Vergnais, Prioré, Bisson.

**DEPARTEMENTS**

**Dordogne.** — L'impulsion des moyens mis en œuvre pour arriver jusqu'aux malheureux ouvriers ensevelis depuis quinze jours dans la carrière de Chancelade est aujourd'hui bien établie.

« Le découragement, dit l'*Echo de la Dordogne*, gagne tout le monde et, hier, le marquis d'Estimons de perfore n'a pas permis de travailler au puits artésien. »

Le forage du puits est arrêté à trente-quatre mètres.

La sonde n'a pu être retirée; la corde a cassé et l'outil est resté au fond.

Dimanche, le préfet, accompagné des ingénieurs, a visité les lieux, et a jugé par lui-même de l'étendue du désastre.

**Var.** — Un drame épouvantable vient de jeter la consternation et l'horreur dans le petit village de Ramatuelle.

Un Italien, nommé Fucheron, habitait dans la forêt voisine avec sa seconde femme et deux enfants qu'il avait eus de son premier mariage.

Depuis longtemps des querelles violentes s'élevaient entre le mari et la femme au sujet de ces pauvres petits, que cette mère ne pouvait souffrir et qu'elle maltraitait affreusement.

Hier, profitant de l'absence de son mari, cette femme reprocha d'abord au plus jeune des fils de son mari la nourriture qu'elle lui distribuait, puis elle se livra à une scène de violence.

Tout à coup elle s'arma d'un pistolet accroché au-dessus de la cheminée de la hutte, fit feu sur ce jeune enfant et l'étendit roide mort sur le pavé.

A cette vue, l'ainé des fils arracha l'arme des mains de sa mère et la blessa grièvement.

Le père, qui n'était qu'à quelques pas, accourut à la détonation, et, voyant son jeune enfant gisant à terre et baigné dans son sang, saisit un couteau et le plongea à plusieurs reprises dans le corps de sa femme.

Fou de douleur et d'épouvante à la vue de ces deux victimes, Fucheron prit la fuite dans la forêt.

Tout fait craindre que ce malheureux père n'ait attenté lui-même à ses jours.

**Nord.** — La justice de Valenciennes vient de faire arrêter les femmes Angélique Largillière et veuve Cambay.

Ces deux misérables exploitaient de toutes

jeunes filles, dont on a déjà retrouvé une dizaine et dont l'âge varie de douze à dix-sept ans. Il paraît que cet infâme commerce durait depuis plus de quatre ans. Quelques-unes de ces jeunes victimes ayant été en traitement à l'hôpital, l'évêque lui-même et l'enquête dénonça des faits monstrueux qui ont amené les arrestations dont nous parlons.

Trois officiers chinois, dont un colonel d'artillerie, ont visité avant-hier les casernes de Lille.

Ils sont restés plusieurs heures dans la caserne et, après avoir traversé tous les corps de bâtiment, ils ont assisté aux exercices militaires exécutés dans la cour.

Conduits ensuite au cercle des officiers, ils en sont sortis pour se rendre à la caserne de cavalerie, qu'ils ont aussi visitée.

## GAZETTE THÉÂTRALE

Aujourd'hui, on en lien, en l'église Saint-François Xavier, au milieu d'une assistance considérable et sincèrement émue, les obsèques de Mme Céline Vois, née Ma. femme de M. Ernest Vois, l'artiste apprécié de la Renaissance et qui fut aussi pensionnaire du Gymnase et du Vaudeville.

Le convoi est parti ce matin, vers neuf heures, du cimetière des Saints-Augustins, rue Oudinot, où Mme Vois s'est éteinte paisiblement, après avoir supporté avec courage les plus cruelles opérations.

Mme Vois occupait une situation officielle dans l'enseignement comme inspectrice des écoles de dessin.

Tous ceux qui ont connu cette femme distinguée, ses amis comme ses élèves, l'ont aimée et la regretteront.

M. Albert Lambert fils a fait hier soir son second début à la Comédie-Française dans le rôle de *Brutus*. La critique n'était pas convoquée.

Demain soir, à l'Opéra, première représentation du *Cid*.

Le grand ballet-divertissement du deuxième acte du *Cid* se termine par un ensemble dans lequel toutes ces dames et tous ces messieurs dansent ce qu'on appelle à l'Eden un grand balade. On a décidé, dit le *Courrier*, pour qu'il produise plus d'effet, de faire parler ces dames, qui crieront, en s'en allant: *Alas!* (en avant!)

Nous avons dit déjà quelle était l'interprétation des principaux rôles du *Cid*. En voici maintenant la distribution complète: Rodrigue, M. Jean de Reszke; don Diego, M. Ed. de Reszke; don Gormas, M. Planon; le roi, M. Meilchissed; Chimène, Mme Fides-Davies; l'infante, Mme Bosman; un envoyé maure, M. Gaspard; Saint-Jacques, M. Lambert; don Arias, M. Girard; don Alonzo, M. Sentin.

Le baron Bezezy, le nouvel intendant général des théâtres impériaux de Vienne, a pris possession mardi de son fauteuil directeur.

Au *Burgtheater*, M. de Bezezy a déclaré qu'il n'apportait pas de programme, d'abord parce qu'il n'avait pas le temps d'en rédiger, et ensuite parce que le *Burgtheater*, où se joue le grand répertoire classique allemand, représente lui-même un programme auquel il est bon de ne pas toucher. Il a ajouté que la Comédie impériale avait par faitement tenu son rang et que tous les efforts de la direction et de l'intendant général devaient tendre à maintenir le théâtre à sa hauteur actuelle.

À l'Opéra, M. Bezezy s'est exprimé dans le même sens, en ajoutant qu'il devait s'occuper, comme intendant général, des questions d'administration du théâtre, et qu'il s'efforcerait, comme son excellent prédécesseur, de combiner les mesures financières avec les intérêts de la première scène musicale de l'Autriche. M. de Bezezy s'est prononcé contre les congés fréquents et prolongés dont les artistes profitent pour aller chanter à l'étranger, les absences trop répétées étant de nature à porter préjudice à l'œuvre de suite qui doit régner à l'Opéra de Vienne.

M. de Bezezy, en sa qualité d'intendant général des théâtres, est appelé à présider le congrès du diaphragme normal, qui se réunira à Vienne, le 16 de ce mois.

On pourrait, du fait très douloureux que voici, et que raconte le *Ménestrel*, tirer un

récit pathétique sous ce titre: le *Drame de l'Opéra*. Il y a quelques jours avait lieu, au théâtre Costanzi de Rome, une représentation au bénéfice du *basso* Romo Ercoiani, particulièrement aimé du public et pour son talent et parce qu'il est Romain de naissance. On jouait *Faust*, et Ercoiani chantait *Mephistophélès*. Son succès fut très grand, et les spectateurs lui firent bisser d'enthousiasme la ballade du Veau d'or. Tandis qu'il était en scène, recevant ainsi les applaudissements de la salle entière, sa mère, qui voulait assister au moins à une partie du spectacle pour être témoin de l'accueil fait à son fils, se met en route pour se rendre au théâtre.

Arrivée dans la *via Nazionale*, qui est voisine de celui-ci, elle est prise tout à coup d'une syncope, s'affaisse et meurt subitement sur la voie publique. Quelqu'un la reconnut, on la relève, le bruit de l'événement se répand et bientôt parvient jusqu'au théâtre. Mais, chose étrange! par nous ne savons quelle crainte, personne ne voulut apprendre à ce fils la mort de sa mère et prescrivit sur son lit d'interrompre le spectacle.

De sorte qu'Ercoiani continua son rôle jusqu'au bout, et que ce n'est qu'à la fin de la soirée et encore sous l'impression de la joie que lui avait causée celle-ci, qu'on lui fit connaître enfin son malheur et qu'il fut mis en présence du corps inanimé de sa mère!

À la salle des Conférences du boulevard des Capucines, ce soir lundi.

M. Louis Jacolliot: La politique coloniale devant l'Europe. — Les nations maritimes et coloniales. — L'Angleterre, la Hollande, la France, le Portugal, l'Espagne. — Les Visées de l'Allemagne. — Quel doit être le rôle de la France? — L'Inde, Java, Sumatra, Bornéo, Cochinchine, Annam et Tong-King. — Doit-on abandonner le Tong-King?

**G. DORANT.**

## SPORT

**COURSES À AUTEUIL**

Dimanche 8 novembre.

La certitude d'une journée sans pluie avait engagé beaucoup de monde à se rendre à Auteuil. A part une brume légère et un air un peu vif, on n'a pas eu, en effet, à se plaindre de la température.

Le programme, qui comprenait quatre steeple-chases et une course de haies, offrait un véritable attrait. Trente-cinq chevaux ont figuré dans ces cinq épreuves.

Si l'on excepte Baudres, tous les favoris ont été complètement battus.

Plusieurs chutes, dont quelques-unes semblent avoir une certaine gravité.

**RÉSULTATS**

**Prix des Bastions.** — Steeple-chase. — 3,000 francs. — Distance, 3,200 mètres. 1. Voisins, 5/1, à M. Khan.

2. Bacon, 12/1, au comte de Clermont-Tonnerre.

3. Diaphane, 4/1, à M. Vincent.

Non placés: Chérubin, Panama, Théodora, Libérateur (tombés), et Barbizon.

Gagné d'une longueur.

**Prix Régatta.** — Steeple-chase. — 3,000 francs. — Distance, 3,000 mètres. 1. Baudres, 2/5, au baron Finot.

2. Beltina, 2/1, au même.

3. Dur-à-Cuire, 8/1, au comte de Nicolay.

Non placés: Quéneux (tombé).

Gagné de deux longueurs.

**Prix de Montreuil.** — Steeple-chase. — 6,000 francs. — Distance, 4,100 mètres. 1. Lili, 4/1, à M. Khan.

2. Roussel, 1/2, au baron Finot.

3. Franchard, 5/1, à M. Vincent.

Non placés: Clémentine, Le Hérisson, Sorgho, Frégouze, Bride-Abattue, Soukars et Creil (arrêtés).

Gagné dans un canter de plusieurs longueurs.

**Prix Lord-Sting.** — Steeple-chase. — 3,500 francs. — Distance, 3,000 mètres. 1. Printemps, 5/1, à M. Robinson.

2. Préfète, 4/1, à M. Jorcel.

3. Poinnet, 20/1, au comte de Clermont-Tonnerre.

Non placés: Défilé, Inconnu; Kilomètre.

Le septuor ont été comme l'alpha et l'oméga du concert de dimanche dernier. La phalange d'étoiles des musiciens dirigés par M. Colonne a exécuté ces deux grandes compositions avec le goût le plus exquis, le soin le plus scrupuleux des demi-teintes et des nuances.

L'école française était représentée par les airs de ballet écrits dans le style ancien par M. Léo Delibes, pour les représentations du drame de Victor Hugo, le *Roi s'amuse*. C'est d'un charme et d'une élégance rares, dans son archaïsme voulu, que ce *passepied*, que ce *madrigal*, que le groupe tout entier de ces airs qui l'on dirait écrits pour Diane de Poitiers.

On sait, d'ailleurs, que l'une des qualités de l'auteur de *Sylvia* est la distinction. Sa phrase musicale a grand air, son style a ce je ne sais quoi d'aristocratique, ce cachet de noblesse inné chez la patricienne et qui trahira toujours, par son imitation incomplète ou exagérée, la parvenue.

De J. Raff, nous avons entendu les *Pécheuses de Prociada*, ou plutôt une sorte de *tarentelle* — puisque tout ce qui a trait à Naples ou à ses alentours est censé devoir affecter le rythme frétilant de cette danse. Seulement, Raff a ennobli ou plutôt déplacé sa tarentelle. Ce ne sont pas des *pécheuses* qui s'y abandonnent au cliquetis des castagnettes et au son cadencé du tambourin, ce sont des duchesses qui daignent la danser, à condition qu'elle soit orchestrée, comme elle l'a été en effet, et admirablement, par M. Bérghans.

C'est un air de ballet aussi qui représente l'école russe: la *Danse des Bayadères*, par Rubinstein. On a pu remarquer qu'il y avait un peu trop de musique de danse au concert du Châtelet. L'autant que l'Italie y figurait pour un Menuet — ou un *Minuetto*, si vous aimez mieux — celui de Giovanni Bellini, écrit pour instruments à cordes. On peut lui préférer de beaucoup le menuet de Beethoven; je suis de cet avis, surtout pour la façon un peu banale dont il débute; mais de là à hausser les épaules à l'audition de cette page musicale, par cela seulement qu'elle émane de l'école italienne, sur laquelle il est désolé de voir, paraît-il, de grier haro! il devrait y avoir loin. Allons! la musique française s'est tellement gâtée, que, par contre-coup, on qualifierait de « musique » le *Stabat* de Pergolèse et de « guitare » le bagage tout entier de Palestrina.

Je parlais plus haut du soleil et des étoiles à propos de Beethoven et des au-

tre, Verdier, Jeune-Pommier et Casso-Museau (tombés).

Gagné d'une longueur.

## AVIS ET COMMUNICATIONS

Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur la publication des documents diplomatiques annoncés par la librairie Félix Alcan, ouvrages qui intéresseront les diplomates, les historiens et tous les hommes d'étude. (Voir aux annonces).

Jeune homme de 30 ans, bachelier ès lettres et ès sciences, ancien clerc de notaire à Paris, au courant de la littérature, demande emploi de secrétaire auprès d'homme politique ou dans administration publique.

## BIBLIOGRAPHIE

Notre confrère Paul Vernier vient de faire paraître chez Frinzi et Ce un livre auquel il a donné ce titre caractéristique: *Les Dérivés*. A côté de certains passages très dramatiques et très osés, l'auteur a su placer, avec une originalité bien personnelle, des pages pleines d'une désolante gaieté. Ce qui ajoute un grand intérêt à l'ouvrage, c'est qu'il est vrai jusque dans le moindre détail. Enfin, sans tomber dans les excès d'un naturalisme à outrance, Paul Vernier n'a pas cru devoir faire une œuvre d'imagination aux dépens de la réalité, et est resté, d'un bout à l'autre du volume, un conteur élégant et de bonne compagnie.

Nous avons feuilleté avec un très vif intérêt le dernier numéro de *Paris illustré*, consacré à la Bourse. Cette publication dont l'éloge n'est plus à faire nous donne aujourd'hui un de ses meilleurs numéros. Les éditeurs n'ont pas craint de confier toute la partie illustrée au crayon habile de Paul Renouard, et celui-ci s'est acquitté de sa tâche comme un Daumier ou un Gavarni. La première page représentant la Bourse, une grande aquarelle la corbel et autour de laquelle tous les agents de change jettent leurs cris de vente et d'achat, sont traitées d'une façon remarquable.

Le texte aussi mérite d'être signalé. Il comprend une étude remarquable sur la Bourse par M. Jules Paton (Jules Fleuri-champ); une partie anecdotique signée d'un pseudonyme, et une fantaisie de M. Ch. Buet.

L'édition française de l'*Annuaire statistique de la province de Buenos-Ayres*, publié sous la direction du docteur Emile R. Coni, directeur du bureau de statistique générale, vient de paraître pour l'année 1883.

Dans son rapport au ministre, l'éminent directeur fait ressortir l'importance des améliorations introduites dans ce troisième volume de la série nouvelle de l'*Annuaire* et signale les mesures à prendre pour la publication d'un *Bulletin mensuel de statistique*, qui sera imprimé également en deux éditions: l'une en espagnol et l'autre en français.

Il suffit de parcourir l'*Annuaire* de 1883 pour se convaincre du soin apporté par le docteur Coni à la publication de ses tableaux de statistique. Ils comprennent le mouvement de la population, la météorologie, le mouvement administratif, l'instruction publique, la justice, les prisons, la police, la culture, la bienfaisance, la salubrité publique, l'agriculture, l'élevage, le commerce, la navigation, l'industrie, les voies de communication, les transports, les postes et télégraphes, les revenus et dépenses, les travaux publics, etc.

Cet *Annuaire* est orné de cinq cartes coloriées indiquant la division administrative, l'instruction primaire, la division ecclésiastique, les chemins de fer et les télégraphes.

C'est un ouvrage précieux à consulter pour tous ceux qui, en Europe, s'intéressent à la République argentine.

**Molière.** — Œuvres complètes, orné de 70 gravures, d'après Moreau et Boucher. 8 volumes in-18 avec reliure demi-chagrin, doré en tête. Prix: 50 fr., payables 5 fr. par mois. — Librairie A. Plon, A. Le Vasseur, successeur, 33, rue de Fleury, Paris.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche, 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

**Omphale**, poème symphonique (Saint-Saëns); *Sylvia*: A. Pizzicati, b. Cortège de B.-chus (Léo Delibes).

Tous ces morceaux vous sont connus. J'ai eu moi-même plus d'une fois l'occasion d'en parler dans ces Reves hebdomadaires. Il serait superflu de revenir sur chacun d'eux. — Mais avec quelle perfection ont-ils été exécutés!... Si je ne craignais pas de paraître paradoxal, je dirais presque que cette perfection elle-même finit par devenir désespérante. Nous suiviez avec l'attention la plus intense cet orchestre qu'on dirait mu par un mécanisme prodigieux, vous ne verriez pas un archet dépasser d'une ligne l'archet voisin. C'est l'orchestre chronométré. Ah! c'est que M. Lamoureux est très difficile! Si l'exécution n'est que parfaite, il demande une nouvelle répétition; il veut qu'elle soit plus que parfaite. Il ne laisse rien à l'imprévu, à l'élan, à la flamme, au diable-au-corps. Il s'en mêle, et peut-être n'a-t-il pas tort au point de vue de la précision, surtout pour la grande musique symphonique.

Je n'ajouterais pas que l'ouverture de *Léonore*, que la *Symphonie italienne*, que le *Menuet* pour instruments à cordes ont été exécutés avec cette perfection dont je viens de parler, un peu irrévérencieusement, j'en conviens. Mais ce qui a le plus captivé, charmé, transporté l'auditoire, ce qu'on a redemandé à grands cris de bis a été le prélude du troisième acte du *Lohengrin*, où l'inspiration rivale avec la science, comme les *pizzicati* de *Sylvia*, cette page si entraînante, si originale, si bien *trouvée*, qu'on a si souvent entendue et qu'on voudrait toujours entendre. Heureux Delibes! Il est de toutes les grandes fêtes musicales; il jouit de l'ubiquité du succès.

Nous devons souhaiter que dans ces belles exécutions symphoniques, on fasse toujours la part à l'école française, non seulement à l'école contemporaine, mais encore à l'ancienne, — voire aux autres écoles, italienne, russe, flamande, etc. On cherche le beau partout où il est, quelle que soit la nationalité du maître. On n'aura pas grand-peine à trouver des œuvres hors de pair. Tel un musée où l'on peut admirer les chefs-d'œuvre de tous les âges et de tous les pays.

C'est d'ailleurs ce qu'on a déjà fait, ce qu'on l'intention de faire encore et M. Colonne et M. Lamoureux. L'impression avec lequel on se rend à leurs Concerts, le succès qui couronne leurs louables et persistants efforts doivent les encourager.

**M. de THÉMINES.**

**MAISON COUTARD**  
4, boulevard Montmartre, 4  
Ci-devant rue Croix-des-Petits-Champs

**HABILLEMENTS**  
Tout faits et sur Mesure  
Costume homme 55 f. | Costume enfant 25 f.  
Pardessus homme 55 f. | Pardessus enfant 25 f.

ROBES DE CHAMBRE — AMAZONES — UNIFORMES  
LIVRES — CHASSE

Envoi franco du Catalogue avec manière de prendre les mesures.

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES & DANS LES GARES

LA PREMIERE VOLUME VIENT DE PARAITRE

LES RELATIONS COMPLETES SUR LA FRANCE

EN VENTE EN FRANCE

LES FRERES TROIS-POINTS

PARIS

LA PREMIERE VOLUME VIENT DE PARAITRE

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES & DANS LES GARES

Tous les bons ouvrages qui doivent entrer dans la composition d'une bibliothèque bien choisie sont livrés immédiatement et complets, par la librairie L. Hébert, 7, rue Perronet, à Paris, avec les facilités de paiement suivantes:

À Paris, 5 francs par 100 francs, soit un vingtième de la facture par mois.

Dans les départements, les recouvrements se font tous les quatre mois, à raison de 20 francs les 100 francs, soit un cinquième du montant de la facture.

Le Catalogue est envoyé franco à toute personne qui en fait la demande.

**Menu du Jour**

Semoule

Filets de maquereaux dieppoise

Quartier d'agneau sauce Tournedos

Poulet en fricassée, cordon de riz

Faisans rôtis

Choux-fleurs crème au gratin

Pommes à la Colbert

Bombes vanille et fruits

CHAMPAGNE: GEORGE GOULET

**MAISONS RECOMMANDÉES**

E. Maître, graveur, 4, boulevard Poissonnière et 458, rue de Rivoli. — Nouveaux monogrammes diamantés. Brevetés S.G.D.G. Haute nouveauté. Remise à la papeterie.

Jarvis

Arquebuser, 81, rue Lafayette.

La Paradi des Bains

185, rue de Rivoli

Pharmacie Normale, 10, rue Drouot

Labouderette, carrossier, 105, avenue Malakoff

Boynard, chimiste

(Spéc. fanelle du pin Silvestre), 22, rue de la Paix.

A la Religieuse

Doull — 2, rue Tronchet

Reinwald, Porcelaines, 18, rue Royale



